

APPEL A MOBILISATION POUR DEFENDRE UN MODELE SOCIAL ET CULTUREL SOLIDAIRE !

A ce moment décisif de négociation du régime d'assurance chômage, les volontés de régression sociale tentent de monopoliser le débat, là où devrait se tenir une réflexion politique de fond sur le développement d'une économie plus juste dans le partage des richesses. **Pour lutter contre la précarité et défendre les droits sociaux attachés aux personnes, un régime mutualiste (plutôt qu'assurantiel) fondé sur le principe de solidarité interprofessionnelle, est indispensable.** A ce titre, les propositions du comité de suivi parlementaire pour l'intermittence doivent être prises en compte.

En cette veille d'élections municipales, dans la perspective de profondes transformations territoriales et sociétales, la dimension culturelle est un enjeu crucial pour notre vivre ensemble. La capacité de toutes les natures de collectivités publiques à intervenir dans le domaine des arts et de la culture doit être garantie. Les processus de coopération doivent être privilégiés pour permettre des financements croisés et des convergences politiques. C'est le contraire de la concentration administrative qui, sous prétexte de mutualisations, diminue les moyens et précarise les initiatives les plus fragiles et les plus dynamisantes des territoires. **Pour faire vivre la diversité artistique et culturelle, une politique dynamique et renouvelée, fondée sur l'équité territoriale et une coconstruction participative, ascendante et solidaire, est urgente.**

Alors que se profilent les échéances européennes, l'objectif de marché unique concurrentiel interdit par principe l'intervention publique (aides d'Etat) et les directives de libéralisation successives mettent à mal les droits des personnes (à l'éducation, à la culture, à la santé, à la protection sociale...). La négociation en cours pour le grand marché transatlantique fait passer l'intérêt des investisseurs et l'appropriation des entreprises multinationales avant les droits fondamentaux des personnes. **Les exceptions ne seront pas suffisantes ! La construction de l'Europe doit être politique, fondée sur les droits et la solidarité entre les peuples.**

Représentatifs d'un secteur culturel dynamique, largement contributif, vecteur d'emplois non délocalisables et de développement territorial, du local au global, nous interpellons sur la mise en œuvre urgente de réponses concrètes pour défendre et dynamiser les initiatives d'intérêt général, développer la coopération sur les territoires et accompagner une économie solidaire et non lucrative.

Contre la marchandisation de nos vies, contre une vision comptable qui nous enferme dans une unique position concurrentielle de producteurs et clients, nous appelons au débat sur un modèle social et culturel fondé sur la dignité humaine et sur la solidarité démocratique.

**Parce que l'art et la culture sont l'affaire de tous,
Parce que faire intérêt général, au delà de la somme des intérêts particuliers et des replis sur soi, nécessite notre mobilisation citoyenne et fraternelle,**
l'UFISC et ses organisations membres invitent à rejoindre les actions et à organiser les luttes, à travers des débats, des textes, des interpellations..., pour informer, échanger, débattre et définir des propositions.

**Nous appelons à rejoindre la mobilisation unitaire du mercredi 13 mars
et nous invitons chacun à relayer et à participer aux diverses initiatives et actions
de mobilisation du 12 mars dans toute la France**

Plus d'informations sur le site www.ufisc.org et www.lartestpublic.fr et sur la carte des mobilisations :
<https://mapsengine.google.com/map/edit?authuser=0&hl=fr&mid=zRob0seiKXO8.k9DBWlqp-WCw>

L'UFISC et ses organisations membres :

Actes If, CD1D, CITI, FAMDT, FRAAP, Fédélima, Fédération nationale des arts de la rue, RIF, SMA, SCC, SYNAVI, THEMAA, Zone Franche, Féarock